

AFFAIRE DE L'ATTENTAT TERRORISTE CONTRE LE PALAIS DU GOUVERNEMENT

Le procès reporté pour la cinquième fois

Tant attendu par l'opinion publique, le procès de l'attentat à l'explosif contre le Palais du gouvernement le 11 avril 2007 à Alger, programmé hier au niveau de la cour d'Alger, a été de nouveau reporté à la prochaine session criminelle. La décision a été prise par le juge en charge de statuer sur cette affaire, et ce, en raison de l'absence de la défense de deux accusés.

Abder Bettache — Alger (Le Soir) — Il s'agit du cinquième report de ce procès, dont la première programmation était prévue pour avril 2010. Au total, ils sont dix-huit personnes, dont le chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) Abdelmalek Droukdel, alias Abou Mossaâb Abdelouadoud qui a été poursuivi dans cette affaire. Selon l'accusation, les mis en cause «font partie d'un groupe armé opérant dans la région de Thénia, près de Boumerdès et affilié à Aqmi».

Selon le président du tribunal criminel, «il s'agit là du dernier report de cette affaire. Lors de la prochaine session, l'affaire sera jugée, et ce, quels que soient les arguments qu'auront à avancer les uns et les autres». D'après l'arrêt de renvoi, l'attentat contre le Palais du gouvernement avait été perpétré en même temps qu'un autre attentat à l'explosif contre le siège de la Sûreté urbaine de Bab Ezzouar (Alger). Ces attentats avaient fait, au total, une vingtaine de morts et pas moins de 222 blessés. Selon la même source, l'attentat perpétré contre le Palais du gouvernement était minutieusement préparé.

En effet, les mis en cause avaient filmé les édifices (Palais du gouvernement et Direction générale de la Sûreté nationale) avant de transmettre tous les détails, quatre jours avant l'attentat, à l'«émir» de katibet El Arkam, le terroriste Ghiatou Rabah. Parmi les accusés, on peut citer notamment Fateh Bouderbala, alias Abou Bassir. Il s'agit d'un ex-«émir» de la phalange d'Alger au sein

du GSPC. Abou Bassir, qui a rejoint d'abord le GIA en 1995, puis le premier noyau du GSPC en 1998, est considéré comme le doyen de l'organisation de Droukdel. Il a été arrêté dans un appartement à Alger en possession d'un lance-roquettes Low, plus de 800 kg d'explosifs et trois bombes prêtes à l'emploi, ainsi qu'une vingtaine de détonateurs qui devaient être utilisés durant le Ramadan dans des attentats ciblant divers lieux publics à Alger.

Parmi les accusés cités dans cette affaire qui sont toujours en fuite, il y a l'«émir» national du GSPC, Abdelmalek Droukdel, alias Mosaâb Abou Abdelouadoud. Il y a lieu de souligner que sur les cinquante-



Il s'agit du dernier par la cour d'Alger.

quatre personnes impliquées dans les attentats du 11 avril, dix-huit seulement sont poursuivies. Parmi les accusés «supprimés» de la liste, figurent des terroristes abattus, tels que Zouhir Harrak, alias Sofiane

Fassila et Omar Bentitraoui, alias Abou Khaïtama, «émir» de katibat El-Feth. Les mis en cause sont poursuivis pour «adhésion à un groupe terroriste activant à l'intérieur du pays dans le but de créer un climat d'insé-

curité et de peur au sein de la population, perpétrer des attentats à l'explosif et des homicides volontaires avec préméditation».

Concernant les autres accusés présents et non détenus, figure Noureddine Boudina, le frère de l'auteur de l'attentat kamikaze, Merouane Boudina. Il est poursuivi pour «non-dénonciation» suite aux investigations des enquêteurs qui ont pu localiser les appels reçus du kamikaze la veille de l'attentat, l'informant de son acte, selon ses propres aveux.

Pour rappel, le dernier report du procès, remontant au 29 avril 2010, est dû, selon le président du tribunal, Omar Benkharchi, «au pourvoi en cassation interjeté par le prévenu Ouzandja Khaled contre l'arrêt de la chambre d'accusation qui le renvoie devant les assises d'Alger et à propos duquel la Cour suprême n'a pas encore tranché». Le magistrat avait, ainsi, ordonné le report de l'affaire, le temps que la Cour suprême rende son arrêt.

A. B.

PRÉSERVATION DES ZONES HUMIDES

Menaces permanentes sur des écosystèmes fragiles

Les zones humides particulièrement fragiles subissent les impacts négatifs des actions de l'homme qui menacent une flore et une faune pourtant officiellement protégées. Si l'Algérie a signé la convention de Ramsar pour la protection de ces sites il y a 30 ans et initié des programmes spéciaux, faute de mesures de contrôle, les écosystèmes fragiles risquent de disparaître graduellement.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Si la célébration de la Journée mondiale des zones humides, qui coïncide avec la journée du 2 février, bénéficie d'un programme spécial, ces écosystèmes fragiles n'en subissent pas moins à longueur d'année des atteintes qui menacent l'équilibre écologique.

Les menaces viennent principalement des actions des populations et de la pollution. Pour cela, les spécialistes appellent à l'instauration de mesures de contrôle efficaces en vue d'éviter les risques d'impacts négatifs du tourisme notamment sur les habitats des zones humides, leur faune et leur flore ainsi que sur les communautés locales. Pour cette année, le thème retenu au niveau mondial porte sur le tourisme dans les zones humides : «Une expérience unique et avec comme slogan «le tourisme responsable tout bénéficie pour les zones humides et les populations».» Toutefois, en Algérie, l'organisation du tourisme dans ces écosystèmes en est encore à ses premiers balbutiements et n'est pas encadrée d'où les maintes atteintes à ces milieux pourtant classés et censés être protégés.

L'Algérie, à l'instar des autres pays méditerranéens, présente une grande diversité d'habitats et d'écosystèmes de zones humides dont des lacs, des marais, des chotts, des sebkha, des dayas et des oasis dans les régions du sud du pays. Ce jeudi, la célébration de la Journée des zones humides a été organisée au lac de Reghaïa à l'initiative du ministère de l'Agriculture et du Développement rural et de la Direction des forêts. Les responsables présents ont évoqué les projets de protection et d'aménagement dont ont bénéficié dans le cadre d'opérations pilotes les sites de Reghaïa et celui de la gestion rationnelle du site Ramsar de la plaine de Guerbes-Sanhadja à Skikda. Le projet en cours est réalisé en partenariat avec le Pnud-Alger et le Fonds mondial pour la nature. Par ailleurs, un comité a été mis sur pied selon les responsables du ministère

de l'Agriculture en vue d'une gestion rationnelle des zones humides.

Le comité regroupe les différents intervenants au niveau de ces zones.

Au niveau international, et afin d'assurer la préservation de ces écosystèmes, la convention intergouvernementale Ramsar œuvre pour la pré-

servation, la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides. La convention adoptée dans la ville iranienne du même nom a été ratifiée par l'Algérie en 1982.

Aujourd'hui et 30 ans après, 50 sites ont été classés sur la liste Ramsar, couvrant une superficie de 2 990 393 hectares, et 10 autres sites sont en cours de classement avec pour objectif d'atteindre 3,5 millions d'hectares d'espaces classés.

Par ailleurs, 28 plans de gestion sur les 50 sites classés ont été réalisés dont deux sont en cours d'application. Au mois d'août dernier, un

réseau d'observateurs ornithologiques a été créé pour le suivi écologique des zones humides. Il n'en demeure pas moins que la fréquentation sauvage des visiteurs de ces sites demeure une menace permanente sur leur existence même.

A l'horizon 2050, la planète devrait compter 9 milliards d'habitants avec comme conséquence une pression sur les ressources en eau et l'accélération des changements climatiques. Les zones humides protégées selon les scientifiques peuvent être un atout certain pour l'équilibre écologique.

F.-Z. B.

ACQUISITION DES
MÉDICAMENTS
ANTICANCÉREUXLes précisions
de la PCH

La direction générale de la Pharmacie centrale (PCH) précise dans un communiqué que les médicaments anticancéreux sont dispensés gratuitement par les hôpitaux. Ce n'est donc pas à la Pharmacie centrale de fournir les patients.

La PCH, qui apporte des précisions suite aux doléances des malades cancéreux et de leurs familles, pour l'acquisition de produits anticancéreux auprès de l'établissement, précise que les médicaments anticancéreux sont à usage hospitalier et sont fournis gratuitement aux malades admis soit dans un service hospitalier, soit pris en charge à titre ambulatoire.

«Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a mis en place un dispositif global pour la prise en charge des patients diagnostiqués atteints de cancer et qui nécessitent ce type de médicaments», souligne la direction générale de la PCH.

Cette dernière, rassure, par ailleurs, que l'enveloppe financière pour l'exercice 2012 allouée par le ministère de la Santé à l'établissement permettra la couverture des besoins en produits pharmaceutiques, notamment les anticancéreux.

Synthèse S. A.

ANNABA

Pose de la première pierre
de l'usine de tramways

La première pierre de l'usine d'assemblage et de maintenance de rames de tramways CITAL de Lallelik (Annaba) a été posée hier vendredi par le ministre des Transports, Amar Tou.

Cette entreprise de droit algérien est le fruit d'un partenariat algéro-français. «Cette entité économique allait disparaître, mais l'Etat algérien a décidé de la relancer en épongeant d'abord ses dettes et en lui confiant ensuite un plan de charges à travers un partenariat avec une entreprise étrangère spécialisée en la matière. D'autant plus que notre pays a décidé d'équiper près d'une vingtaine de ses villes en ce moyen de transport.»

En effet, outre les villes d'Alger, Oran et Constantine où ce moyen de transport moderne est déjà en service ou en phase de finalisation, l'équipement de six autres villes, dont Annaba, est actuellement à l'étude par un bureau sud-coréen. Huit autres villes suivront, selon le ministre des Transports.

Ayant opté pour ce moyen de transport, et au lieu de l'acquérir entièrement fabriqué à l'étranger, l'Etat algérien a donc préféré la formule du partenariat gagnant-gagnant, selon le P-dg de Ferrovia, Salah Melak. Ainsi, l'Algérie détient

51% du capital social (Ferrovia et l'Entreprise du métro d'Alger) alors que les 49% restants sont à l'actif de l'entreprise française Alstom.

La première rame de tramway destiné à équiper les villes algériennes sortira de l'usine de Lallelik en décembre 2013, selon la présentation faite au ministre par le P-dg de Ferrovia et le représentant du partenaire français. Le taux d'intégration de cette entreprise, qui emploiera quand elle aura pris sa vitesse de croisière, quelque 300 personnes, est de l'ordre de 15% extensibles.

Se rendant aux ateliers de la SNTF de Annaba, le ministre a fait part de la décision prise il y a deux jours par le gouvernement d'octroyer à Ferrovia et aux chemins de fer 250 milliards de dinars pour la fabrication de 380 wagons de transport de phosphate. La SNTF a également bénéficié d'une enveloppe de 7 milliards de dinars pour la rénovation de ses ateliers de maintenance, au nombre de cinq, à travers le pays.

Auparavant, le membre du gouvernement s'est rendu à la nouvelle aérogare Rabah-Bitat de Annaba dont les travaux sont à un stade avancé (près de 60%). Le directeur du logement et des équipements publics (DLEP) s'est engagé à terminer la toiture de cette infrastructure, prévue pour 700 000 voyageurs/an et

extensible à 1 million de voyageurs, avant le mois de juin. Son inauguration est programmée au 1^{er} novembre 2012. Au port de Annaba, Amar Tou a émis des suggestions et donné quelques directives au cours de la présentation de cette entreprise économique de premier ordre qui assure le transport maritime de marchandises, de voyageurs, ainsi que l'exportation de grandes quantités de matières premières, principalement le phosphate, et quelques produits finis. De nombreuses opérations de rénovation et d'aménagement, tels le dragage et l'extension des aires de stockage et de conteneurs, sont en cours ou à l'étude et il ne reste que le feu vert de la tutelle pour optimiser le service de cette infrastructure portuaire couvrant une douzaine de wilayas de l'est du pays. Le directeur de l'Entreprise du port de Annaba (Epan) informera le ministre de l'obtention, il y a deux jours, de la certification ISO 9001 normes 2008. Par ailleurs, le ministre des Transports devait inspecter le chantier de réalisation de la gare routière de Annaba dont les travaux de réalisation se trouvent à quelque 45%, avant de se rendre en fin de journée sur le chantier pour le dédoublement de la voie ferrée entre Annaba et Ramdane Djamel (Skikda).

A. Bouacha